

DÉFENDRE NOS EMPLOIS, NOS OUTILS ET IMPOSER LA REDISTRIBUTION DES RICHESSES

Le rassemblement qui s'est déroulé le 4 février 2025 devant le siège social de Clermont-Ferrand était hautement symbolique : d'un côté, la direction de l'entreprise, qui a versé 1,46 milliard d'euros de dividendes aux actionnaires en 2024. De l'autre, des salariés de plusieurs sites Michelin mobilisés et des soutiens syndicaux face aux suppressions d'emplois annoncées sur les établissements de Cholet (49) et Vannes (56). L'Union Fédérale SUD Industrie, à travers le syndicat SUD Michelin, est actuellement la première force syndicale sur les sites de production du manufacturier. C'était éga-

lement tout le sens de cette mobilisation, qui, en plus de souligner l'excellente santé financière et économique de Michelin, rappelle l'importance d'une solidarité inter-établissements et inter-entreprises, au niveau de la branche. Si les salariés, repris par SUD Michelin, revendiquent des primes extra-légales importantes (70 000 euros minimum et 300 euros par mois d'ancienneté, ainsi que 500 euros par année d'âge), et proportionnelles aux bénéficiaires, c'est avant tout pour que ces licenciements aient un véritable coût pour l'entreprise. Pour un emploi supprimé, ce sont trois emplois au total qui sont touchés – indirects et induits. Autant dire que, dans les territoires et dans les branches, mais aussi au-delà, tout le monde sera touché : **le maintien (sans suppression) et le développement des emplois dans les secteurs industriels doivent donc être notre priorité syndicale partout.**



ALSTOM CRESPIN

L'activité Partielle de Longue Durée (APLD) a été déclenchée sur le RERNG. Les salariés verront leur rémunération baisser de 16 % tandis que l'entreprise fera des économies. SUD a **d'ores et déjà demandé des compensations.**



STELLANTIS POISSY

SUD organise la mobilisation face aux menaces qui planent sur l'usine : après la Moka, rien n'est prévu, tandis que les cadences seraient augmentées. Plus **de 200 ouvriers** se sont réunis récemment pour s'y opposer.



NOUVEAU BRASERO

Comme annoncé dans le dernier numéro, **cette 50^e édition du Brasero** est hautement symbolique : pour fêter ses dix ans, vous découvrirez désormais une nouvelle version enrichie, sur quatre pages, et plus proche du « terrain ».

RETOUR SUR LA JOURNÉE DU 12 DÉCEMBRE : QUELLES SUITES ?

La mobilisation sectorielle du 12 décembre dernier n'a malheureusement pas eu les effets escomptés. On pouvait s'interroger sur le cadre initial de l'appel : la CGT Métallurgie partait du constat qu'il était nécessaire d'agir, à juste titre, spécifiquement dans l'industrie. Nous ne reviendrons pas en détail sur les raisons : licenciements collectifs par centaines de milliers, absence de planification démocratique, écarts de salaires toujours plus importants.

SUD Industrie était également convaincu de l'intérêt de fédérer les différentes entreprises en donnant de la visibilité à travers un cadre revendicatif

clair. Pourtant, dès le départ, certaines limites étaient pointées du doigt : absence de travail unitaire – la CGT restant fidèle à sa stratégie –, difficultés à lier les revendications globales à celles portées au niveau des entreprises, ou encore difficulté à mobiliser plus fortement dans les entreprises touchées par les suppressions d'emplois. Sans oublier l'absence réelle de soutien interprofessionnel à cette journée, qui était pourtant l'une des rares du « secteur privé » dans le calendrier 2024 et qui aurait pu trouver davantage d'écho que certaines initiatives para-syndicales minoritaires.

Car la question peut aussi se poser de



cette manière : à force de faire autre chose que du syndicalisme au niveau national et interprofessionnel, de n'arriver qu'à obtenir de relatives victoires – au niveau des entreprises surtout –, de mélanger unité et fusion fantasmée, n'arrivons-nous pas à une perte de confiance dans le syndicalisme de transformation sociale ?

Nous pensons qu'il convient de renforcer

notre syndicalisme en commençant par réaffirmer son identité, ses principes, son fonctionnement et ses alternatives.

Le Groupe de Travail Ré-industrialisation de **SUD Industrie lancera, d'ici le printemps, une grande consultation interne** sur les thématiques de mobilisation, de lutte contre les suppressions d'emplois et des stratégies à développer.



« LA STRATÉGIE DE COMPROMIS NE MÈNE A RIEN, TOUT COMME L'ILLUSION DE RADICALITÉ : IL FAUT S'ORGANISER AVANT TOUT ».



Votez Sud

ACTUALITES TERRITORIALES & DE SECTEURS : UNE REUNION DU SECTEUR AUTO FIN FEVRIER 2025

La liaison d'activité automobile de SUD Industrie organise, le 28 février, une journée : « *L'heure n'est plus aux constats, ni à l'élaboration d'une liste des attaques en cours ou en projet, mais à une réflexion collective sur une*

riposte qui ne soit ni une journée d'action sans lendemains, ni du chacun-pour-soi. »

À l'ordre du jour, les équipes travailleront aux ripostes collectives avec l'horizon d'un mouvement généralisé et interprofessionnel. Si le

mécontentement est général, la combativité doit être retrouvée, malgré certaines défaites et trahisons syndicales. À nous de redonner confiance dans cette optique. Les équipes du secteur automobiles sont invitées à se rapprocher de Marc.



L'ENTRETIEN AVEC SUD INDUSTRIE 16

SECTION LECAS INDUSTRIE (GROUPE HAMELIN)

La section syndicale SUD de l'entreprise Lecas (groupe Hamelin industrie), créée en 2019 après un départ collectif de FO suite à des dysfonctionnements démocratiques est aujourd'hui moteur dans la mobilisation unitaire face à la fermeture annoncée du site.

Le fabricant d'agendas, pour des raisons financières imposées par le groupe, a annoncé une cessation totale d'activité fin 2024, en délocalisant la production sur d'autres sites.

Prétextant un déclin du marché de l'agenda, la direction, dans une recherche de rentabilité accrue, fait face à une résistance collective. Rencontre avec le DS de SUD industrie 16, Fabrice.



SUD INDUSTRIE 16
SECTION LECAS

CRÉATION : JANVIER 2019

VILLE : NERSAC (16)

REPRESENTANT: FABRICE LELIÈVRE,
DÉLÉGUÉ SYNDICAL

CONTACTS : FABRICE.LELIEVRE41@ORANGE.FR
ET 06.49.21.82.84

« DE L'ARGENT, IL Y EN A, DANS LES CAISSES DU PATRONAT »

Quel est l'historique de Lecas ?

Fabrice : L'entreprise Lecas a fusionné en 2014 sous l'entité Hamelin SAS, intégrant aussi les sites de production et logistique de Caen. En 2021, le groupe a décidé de sortir notre site en tant que filiale de Hamelin SAS et de le renommer Lecas Industries. Cette stratégie nous a rendus dépendants, simples fournisseurs d'agendas pour le groupe, en concurrence avec des sous-traitants en Roumanie, Turquie et Serbie. Hamelin nous a imposé des contraintes financières et de rendement, tout en restant notre client exclusif.

Vous avez donc décidé d'un droit d'alerte ?

Fabrice : Après trois ans sous cette pression, les élus ont voté à l'unanimité, en septembre 2024, un droit d'alerte économique en CSE. La direction

nous a alors convoqués à une réunion extraordinaire le 25 septembre, où le DG du groupe, Éric Joan, a annoncé la cessation totale d'activité. Le groupe justifiait cette décision par une réduction des coûts, préférant sous-traiter et mener une politique antisyn- dicale.

Comment vous avez lutté ?

Fabrice : Face à cette annonce, nous avons décidé de nous battre avec la CGT et avons choisi Maître Blindauer, spécialiste des PSE, pour nous accompagner. Avec 69 salariés concernés, nous étions peu nombreux mais déterminés. Grâce à une mobilisation locale et nationale, notamment lors d'un déplacement au siège du groupe à Caen le 13 décembre 2024, nous avons obtenu un impact direct sur les négociations. Le PSE a été triplé, permet-

tant aux salariés de mieux envisager une reconversion. Cependant, 71 % des employés ont plus de 55 ans, rendant le reclassement difficile. Défendre l'emploi était notre priorité, et nous avons fait le maximum avec SUD Industrie 16.

Quel avenir pour le secteur ?

Fabrice : La Charente était un fleuron du papier, mais aujourd'hui, plus aucune entreprise n'exerce cette activité. L'État laisse des groupes comme Hamelin sous-traiter à l'étranger à bas coût, supprimer des emplois, puis réimporter leurs produits pour les vendre en France et gonfler les dividendes des actionnaires. Il est urgent de se réapproprier ce secteur stratégique, tant pour l'industrie, les citoyens que les salariés concernés et qui y sont liés.



FORMATION SYNDICALE

BULLETIN DE PAIE

Cycle complet organisé les 12 mars, 10 avril et 19 juin avec le **Réseau d'Éducation Populaire (REP)** : mieux comprendre sa fiche de paie, la sécurité sociale et ses cinq branches, ainsi que les enjeux d'une République sociale autogérée par les travailleurs et travailleuses. Les inscriptions se font au nom de SUD Industrie Territorial à l'adresse habituelle : cfeses@sudindustrie.org

FORMATIONS CSE

Pour toutes les sessions liées à la délégation du personnel en **CSE économique** (5 jours) ou **CSE Santé-Travail** (entre 3 et

5 jours selon les mandats), contactez-nous directement.

NOTRE HISTOIRE

Créé en 2015, l'Institut de Formation et d'Études des Secteurs Industriels de Solidaires (**IFESIS**) est issu de la volonté du secteur formation d'avoir son propre outil. Adapté aux spécificités du secteur, l'IFESIS développe une politique de formation ambitieuse. Vous pourrez retrouver l'intégralité des formations dans le **mémo IFESIS 2025**, disponible en version numérique et papier, sur demande auprès de la permanence nationale de SUD Industrie.

BOUTIQUE MILITANTE

La visibilité de notre organisation, toute l'année et encore plus lors des différentes mobilisations, est essentielle pour faire progresser nos idées. La **boutique militante de SUD Industrie** est accessible à tous les syndicats SUD Industrie territoriaux pour passer leurs commandes via notre site internet. **Autocollants, drapeaux, sweats, chasubles, pin's, casquettes, calendriers**

et de nombreux autres accessoires originaux sont disponibles.

La boutique s'est étoffée de manière significative ces dernières années. Elle existe grâce à l'implication militante des camarades, mais aussi aux commandes des syndicats, ce qui permet de mutualiser les coûts et d'avoir du matériel commun.



www.sudindustrie.org



Union Fédérale SUD industrie

10, Avenue Rachel
75018 Paris

permanence@sudindustrie.org

www.sudindustrie.org

01.42.94.98.86

Co-secrétaires :

Francky Poiriez & Jérôme Massin

Trésorerie

Laurent Volonté 06.29.62.43.33
Marc Tzwangue 06.82.55.83.16
tresorerie@sudindustrie.org

Coordination - Vie interne

Julien - 06.51.00.95.52
coordination@sudindustrie.org

Formation syndicale / IFESIS

Francis Fontana 06.30.71.78.22
Bernard Guillerey 06.70.93.61.51
formation@sudindustrie.org

Juridique

Mohamed Khenniche 06.66.61.04.12
Sami Hamida 06.31.84.54.09
(*Bonne chance à Lucie dans sa reconversion !*)
juridique@sudindustrie.org

Laïcité & lutte contre les discriminations

Francky & Julien
laicite@sudindustrie.org

International

Sami et Marc
international@sudindustrie.org

Boutique militante

Zakaria Mortaji 06.50.32.68.06
Jérôme Massin 06.70.27.78.35
boutique@sudindustrie.org

Luttes

Florent Cariou 07.86.15.86.84
luttes@sudindustrie.org

Communication

Janète Pereira 06.40.14.61.91
Bernard & Florent
communication@sudindustrie.org

Liaisons d'activité

Auto (Marc), caoutchouc (Nicolas), Agro-alimentaire (Mickael) : contactez directement **la permanence@**